

# La position du Centre sur les accords Suisse-UE est «une erreur stratégique»

**GENÈVE** Le «oui, mais» du Centre à la consultation sur les accords avec l'Union européenne fait réagir la conseillère d'Etat centriste Delphine Bachmann. Elle regrette le manque de clarté de son parti et veut faire bouger les lignes

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAINE MORARD

Les conseillers d'Etats du Centre se réunissent à Berne lundi soir. Au menu des discussions, la position du parti concernant le paquet d'accords avec l'UE. Le Centre a rendu sa réponse à la consultation la semaine dernière. Et si le parti soutient dans l'ensemble ces textes, il émet également de nombreuses critiques et conditions. Conseillère d'Etat chargée de l'Economie du canton de Genève, Delphine Bachmann demande qu'une assemblée des délégués puisse se prononcer rapidement.

La consultation sur le paquet d'accords s'est terminée il y a une semaine. Le Centre l'approuve globalement, mais pose plusieurs conditions. Philipp Matthias Bregy, votre président, a même fait savoir qu'il n'était pas «emballé». Vous partagez son constat? Je ne partage clairement pas ce constat.

Je suis conseillère d'Etat, chargée de l'Economie du deuxième canton exportateur du pays, et membre du Centre. Et c'est à ce titre que j'interviens. Je suis extrêmement attachée à mon parti et au respect des processus internes. Mais je suis effarée de constater que la stabilisation de nos relations avec l'Union Européenne ne semble pas être une priorité forte pour le

parti. C'est une erreur stratégique, raison pour laquelle j'ai décidé de m'expliquer publiquement et dans le débat interne.

Qu'est-ce qui est une erreur stratégique? La prise de position «oui, mais» ne représente pas la majorité de l'opinion du parti, et on a besoin d'avoir un message fort pour gagner. Il ne faut pas laisser le doute s'installer sur notre position. Elle doit être claire. C'est exactement ce que les opposants font. Je pense qu'on laisse le champ libre à l'UDC, qui fait de la désinformation. On ne doit pas les laisser gagner du terrain. Avoir un discours hésitant ne nous aidera pas à faire campagne.

Ça veut dire que vous n'êtes pas en ligne avec votre nouveau président? J'ai toute confiance en la capacité de notre président à mener le débat et à prendre cette question extrêmement au sérieux. Là-dessus, je n'ai pas de doute. Mais la prise de position d'un groupe parlementaire ne reflète pas l'ensemble des sensibilités et je pense que les cantons ont aussi leur mot à dire. En particulier un canton comme Genève dont la prospérité s'est construite sur la relation avec ses partenaires extérieurs.

Ces accords sont nécessaires pour Genève, deuxième canton exportateur. Et je rappelle que l'économie genevoise contribue aussi largement au niveau fédéral, puisque nous sommes contributeurs à hauteur de 540 millions à la péréquation fédérale. La compétitivité de la Suisse n'a jamais autant été attaquée. On doit apporter une réponse très forte à ça, un message de stabilité aux entreprises.



**«Ces accords sont nécessaires pour Genève, deuxième canton exportateur»**

DELPHINE BACHMANN, CONSEILLÈRE D'ÉTAT CENTRISTE GÉNEVOISE

Votre président a relevé la question de l'immigration et de la clause de sauvegarde, à son sens un mécanisme a minima. Ce sont des arguments que vous pouvez entendre, en tant que conseillère d'Etat genevoise? Genève a besoin de main-d'œuvre. Je rappelle que nous avons 240 000 personnes actives pour 420 000 emplois. Du travail, il y en a. La Suisse a toujours eu de la main-d'œuvre étrangère. La préférence cantonale est appliquée à Genève, mais on doit garder cette ouverture, ça n'est pas contradictoire. Ce qui est au cœur, c'est la croissance. Quelle croissance voulons-nous? On peut viser une croissance qualitative. Mais c'est cette croissance qui fait la prospérité et la réussite de la Suisse.

Autre point inquiétant qui ressort de la consultation du Centre: la reprise dynamique du droit européen et la perte de souveraineté potentielle de la Suisse. C'est une préoccupation que vous ne partagez pas? Les réserves du groupe parlementaire et du président servent la politique intérieure mais ne doivent pas remettre en cause le paquet global. Aucun paquet n'est d'emblée parfait. Ce sont des choses sur lesquelles on pourra travailler par la suite. Mais là, le message fort, ça doit être un soutien. Car les opposants déroulent leur discours et nous, on semble hésiter. Ça nous fragilise.

A vous entendre, Le Centre aurait dû délivrer un message plus fort? Oui. C'est en tout cas ce que j'appelle de mes vœux. Une prise de position du parti au sens large, pas seulement quelques parlementaires fédéraux.

Sur les 40 pages que compte le retour de consultation du Centre, il n'y a pas un mot sur la nécessité ou non de soumettre ces accords à la double majorité du peuple et des cantons. Qu'en pensez-vous? Une majorité des cantons se sont prononcés pour la majorité simple. Et pour moi, d'un point de vue juridique, il n'y a pas de débat, c'est clair, il n'y a pas besoin de la double majorité. Je sais que certaines personnes la demandent, mais moi, j'y suis opposée.

Philipp Matthias Bregy a prévu de sonder le parti à la fin du processus parlementaire. A vous entendre, vous demandez la convocation d'une assemblée des délégués bien avant? Exactement. D'autres partis ont déjà

voté sur la question, donc je pense qu'on a la légitimité de faire la même chose. C'est une question de temps: on n'a pas deux ans! Quand je parle de compétitivité, je n'ai pas besoin de vous expliquer le contexte géopolitique incertain dans lequel on se trouve. Entre les droits de douane – contre lesquels des dirigeants d'entreprises genevoises se mobilisent à titre personnel – les attaques des JUSO sur la fiscalité, la Suisse à 10 millions... L'économie a besoin de réponses maintenant. On doit lui envoyer un message fort et rassurant: en Suisse, le cadre est stable et va le rester.

En sortant du bois ainsi, vous risquez de mettre les dissensions du parti sur la place publique. La politique, c'est aussi porter des convictions claires et ne pas se cacher. Les différences de sensibilités cantonales existent dans d'autres partis aussi. Et le débat est sain, autant qu'il se fasse, mais avec l'ensemble de ses représentants, les cantons, les élus cantonaux, les parlementaires fédéraux.

Vous pensez que l'assemblée des délégués votera pour ces accords? Les sondages nous montrent que la base du parti est largement favorable à ces accords. La position n'est pas forcément la même que celle du groupe parlementaire. C'est pour ça que je demande que l'on n'attende pas ces deux ans. L'attentisme ne résoudra rien. S'il y a des inquiétudes, il faut les dissiper. S'il y a des dissensions, il faut qu'elles soient traitées. Je suis convaincue que le président du parti saura le faire. Le parti est suffisamment fort. On doit débattre comme on sait le faire au sein du Centre. ■

INTERVIEW